

5.4 Revenus des ménages

En 2018, le **revenu disponible brut (RDB)** de l'ensemble des ménages augmente de 2,7 % en valeur, après + 2,2 % en 2017. Parallèlement, le prix de la dépense de consommation finale accélère plus nettement (+ 1,5 %, après + 0,8 % en 2017), si bien que le **pouvoir d'achat** du RDB ralentit légèrement (+ 1,2 %, après + 1,4 %). Compte tenu de l'évolution de la population et de la composition des ménages, le pouvoir d'achat au niveau individuel, c'est-à-dire par **unité de consommation**, progresse de 0,7 %, après 0,8 % en 2017. Comme c'est le cas depuis 2015, la progression du RDB est principalement imputable aux revenus nets d'activité, avec une contribution de + 2,8 points en 2018. Pour la première fois depuis 2011, les revenus du patrimoine contribuent significativement à la hausse du RDB (+ 0,8 point). Les **prestations sociales** en espèces y contribuent aussi nettement (+ 0,8 point). Les impôts courants pèsent négativement sur le RDB (- 1,6 point) de façon beaucoup plus marquée que les années précédentes.

Les salaires nets perçus par les ménages progressent, en valeur, plus vite qu'en 2017 (+ 4,7 %, après + 3,0 %) en raison de la forte baisse des cotisations salariales (- 8,3 %). Ainsi, le salaire net par tête accélère fortement (+ 3,7 %, après + 1,9 % en 2017) tandis que le salaire brut par tête ralentit légèrement (+ 1,8 %, après + 2,0 %) et que l'emploi salarié progresse à un rythme proche de celui de 2017 (+ 1,0 %, après + 1,1 %). Le revenu mixte brut des entrepreneurs individuels

fléchit en 2018 (- 0,3 %), mais la baisse des cotisations des indépendants (- 5,0 %) permet au revenu mixte net de progresser (+ 1,2 %).

Les prestations sociales en espèces reçues par les ménages progressent plus rapidement qu'en 2017 (+ 2,3 %, après + 1,5 % en 2017), mais elles sont globalement stables en termes réels. Les prestations vieillesse accélèrent (+ 2,7 %, après + 1,7 % en 2017). Les prestations familiales sont stables en 2018. La progression des dépenses d'assurance maladie est contenue ; l'objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) augmente de 2,3 % en 2018.

Les revenus du patrimoine accélèrent (+ 4,1 %, après + 1,0 %) en raison principalement de la forte hausse des dividendes reçus par les ménages (+ 24,3 %, après - 2,3 % en 2017), hausse qui peut s'expliquer en partie par la mise en place, en 2018, du prélèvement forfaitaire unique. Les revenus tirés des loyers (réels et imputés) progressent au même rythme qu'en 2017 (+ 2,5 %), portés par la baisse de la consommation de services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim) sur les crédits immobiliers.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages accélèrent fortement (+ 9,6 %, après + 2,4 %), essentiellement en raison de la bascule des cotisations salariales vers la contribution sociale généralisée (CSG). En revanche, le remplacement de l'impôt de solidarité sur la fortune par l'impôt sur la fortune immobilière ainsi que la mise en place progressive du dégrèvement de la taxe d'habitation ont joué à la baisse. ■

Définitions

Pouvoir d'achat : quantité de biens et de services que l'on peut acheter avec une unité de revenu disponible brut (RDB). Son évolution est liée à celles des prix et des revenus. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexe.

Revenu disponible brut (RDB) : revenu à la disposition des ménages pour la consommation et l'épargne une fois déduits les prélèvements sociaux et fiscaux. Il comprend les revenus d'activité (rémunération des salariés et revenus d'entreprise des entrepreneurs individuels), les revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers), les prestations sociales autres que des transferts sociaux en nature (pensions de retraite, indemnités de chômage, allocations familiales, minima sociaux, etc.), les autres transferts courants (notamment les indemnités d'assurance nettes des primes), diminués des impôts et cotisations sociales versés par les ménages.

Déflateur, prestations sociales (ou transferts sociaux), unité de consommation : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Le revenu réel des ménages par habitant en hausse dans la zone euro et dans l'UE28 », *communiqué de presse* n° 74, Eurostat, avril 2019.
- « Les revenus et le patrimoine des ménages », *Insee Références*, édition 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Revenus des ménages 5.4

Revenu disponible brut des ménages

en milliards d'euros

	2012	2013	2014	2015	2016 (r)	2017 (r)	2018
Salaires et traitements bruts	812,6	823,5	833,4	847,4	865,9	892,9	918,4
Cotisations sociales à la charge des salariés	109,0	113,9	117,6	120,7	124,1	129,0	118,3
Salaires et traitements nets	703,6	709,6	715,8	726,7	741,7	763,9	800,2
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	446,3	459,4	470,6	477,9	486,4	493,7	504,9
Revenus salariaux et sociaux	1 149,9	1 169,0	1 186,4	1 204,6	1 228,2	1 257,6	1 305,0
Excédent brut d'exploitation et revenu mixte brut	291,6	289,3	293,1	296,3	299,9	305,9	310,2
Cotisations des non salariés	29,1	30,3	31,0	30,6	30,0	30,0	28,4
Revenu disponible brut (RDB)	1 304,9	1 298,0	1 315,1	(r) 1 329,7	1 353,5	1 383,4	1 421,2

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Évolution du revenu disponible brut et du pouvoir d'achat des ménages

en %

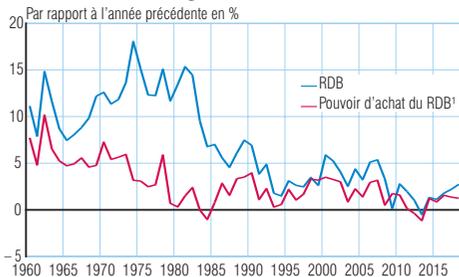
	12/11	13/12	14/13 (r)	15/14 (r)	16/15 (r)	17/16 (r)	18/17
Revenu disponible brut (RDB)	1,0	-0,5	1,3	1,1	1,8	2,2	2,7
Évolution de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages	1,4	0,6	0,1	0,3	0,2	0,8	1,5
Pouvoir d'achat du RDB ¹	-0,4	-1,2	1,2	0,8	1,6	1,4	1,2
Pouvoir d'achat par personne	-0,9	-1,7	0,7	0,4	1,2	1,0	0,9
Pouvoir d'achat par ménage	-1,2	-2,0	0,3	0,0	0,8	0,6	0,5
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-1,1	-1,8	0,6	0,3	1,0	0,8	0,7
Population moyenne	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Nombre de ménages	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Nombre d'unités de consommation	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5	0,5

1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix de la dépense de consommation finale des ménages.

Champ : ménages y c. entreprises individuelles.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

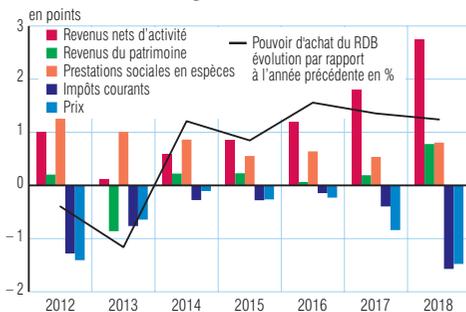
Évolution du revenu disponible et du pouvoir d'achat des ménages de 1960 à 2018



1. Évolution déflatée à l'aide de l'indice du prix des dépenses de consommation finale des ménages.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Contributions à l'évolution du pouvoir d'achat des ménages de 2012 à 2018



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Revenu disponible des ménages par habitant dans l'UE en 2017

	Revenu médian ¹		Revenu médian ¹		Revenu médian ¹			
	en euros	en SPA ²	en euros	en SPA ²	en euros	en SPA ²		
Allemagne	21 920	21 250	France	22 077	20 446	Pologne	5 945	11 059
Autriche	24 752	23 343	Grèce	7 600	9 018	Portugal	9 071	10 792
Belgique	22 784	20 944	Hongrie	4 988	8 306	Rép. tchèque	8 282	12 632
Bulgarie	3 590	7 527	Irlande	22 879	18 186	Roumanie	2 742	5 303
Chypre	14 497	16 477	Italie	16 542	16 506	Royaume-Uni	20 995	18 043
Croatie	6 210	9 470	Lettonie	6 607	9 224	Slovaquie	7 183	10 573
Danemark	29 383	20 945	Lituanie	6 134	9 786	Slovénie	12 713	15 217
Espagne	14 203	15 508	Luxembourg	36 076	29 341	Suède	25 376	20 159
Estonie	9 384	12 502	Malte	14 522	17 871	UE	16 909	...
Finlande	23 987	19 804	Pays-Bas	23 561	21 184			

1. Revenu par unité de consommation.

2. Standard de pouvoir d'achat : unité monétaire artificielle utilisée pour neutraliser les différences de niveaux de prix entre les pays.

Note : revenu annuel.

Source : Eurostat (extraction du 6 septembre 2019).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard